

## 316 Histoire sociale / Social History

voit forcé comme sur l'intervention des acteurs locaux pour limiter l'efficacité de ces politiques. Il reste un travail de très bonne tenue, source d'éloquents parallèles avec les situations d'une Europe contemporaine, dont la construction laborieuse pourrait se faire au prix des mêmes compromis avec l'utilitarisme libéral : restriction du droit d'asile, projets de « camps » d'immigrés aux frontières où serait « triée » la main-d'œuvre, dumping fiscal et social préservé au sein de l'Union pour faire pression sur les acquis sociaux des travailleurs les mieux protégés ...

Sébastien Jahan

*Université de Poitiers / Laboratoire GERHICO*

*France*

SHEWELL, Hugh — *“Enough to keep them alive”: Indian Welfare in Canada, 1873–1965*. Toronto: University Toronto Press, 2004. Pp. 441.

Les bandes amérindiennes, remarque Shewell d'entrée de jeu, sont très hostiles aux programmes sociaux du gouvernement. Leur sentiment est que l'assistance sociale est la seule chose que la civilisation libérale a eu à leur offrir après 250 ans d'échange et de tentatives de construire une nation. C'est ce constat qui motive l'auteur à procéder à une histoire interprétative des faits et gestes de la bureaucratie canadienne dans le contexte de la question amérindienne, de manière à cerner et comprendre la nature de la relation entre les institutions gouvernementales et les Indiens au Canada, relation dont l'histoire est analysée à travers le prisme des politiques d'aide sociale.

Inspiré de Anthony Arblaster, Noam Chomsky, C. B. Macpherson, Eric R. Wolf, Arthur J. Ray, Albert Memmi, Edward Said, Sara Mills, Lise Noël et Michel Foucault, le cadre d'interprétation de l'auteur l'amène ainsi à suggérer que l'assistance sociale a été une arme utilisée par l'État pour affaiblir les Premières nations, et pour favoriser leur assimilation – et donc leur disparition – dans l'ordre économique et social canadien dominant. L'essentiel de l'analyse s'intéresse au ministère des Affaires indiennes. Shewell procède de manière systématique et diachronique à l'analyse des traces (lettres et registres, notes de service, énoncés de politiques, rapports de commissions d'enquête) que l'on trouve dans les archives gouvernementales entre 1873 et 1965. L'auteur défend l'idée que les archives démontrent clairement que le motus de l'assistance sociale aux Indiens a toujours été d'éliminer la différence entre les Indiens et les autres Canadiens.

Pour les fins de la démonstration, l'auteur met en place les éléments contextuels qui nous permettent d'amorcer un voyage dans la politique canadienne envers les Indiens, une politique dont le moteur est la conquête socio-culturelle. Shewell perçoit deux grandes phases dans cette dernière : une période d'assimilation, qui va de la Confédération à la Seconde Guerre mondiale, et une période menée sous le signe de la citoyenneté, de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui.

La première période de conquête, détaillée dans les chapitres 2 à 5, s'est présentée comme la poursuite de la politique coloniale anglaise. L'objectif était l'assimilation par la prise de contrôle des sociétés et leur transformation (éducation, morale, développement), par la création de conseils de bande, et par l'introduction de la propriété

privée de la terre. Les formes de vie traditionnelles ont été interdites ou limitées. L'assistance sociale, organisée par l'Église, la Compagnie de la baie d'Hudson et le ministère des Affaires indiennes, était vue comme un complément pour aider les Indiens à intégrer la société dominante.

La seconde période, objet des chapitres 6 à 9, oriente l'action gouvernementale vers des pratiques d'intégration qui doivent se réaliser à travers l'extension des droits de citoyenneté. Dans la première phase, indique l'auteur, on considérait que les Indiens étaient un problème. Dans la deuxième phase, on considère qu'ils ont des problèmes. L'assistance se développe et est gérée par un appareil gouvernemental complexe, qui analyse, mesure et prend en charge les populations autochtones, dans l'objectif, encore une fois, de les intégrer dans la société euroaméricaine. Ce qui est remarquable, pour Shewell, est que la deuxième phase est en continuité idéologique avec la première, seuls les moyens ayant changé. L'idée de cette continuité n'est pas tellement poussée dans l'argumentaire explicite de Shewell, mais la discussion qu'il propose de différents aspects du problème est très éclairante sur la thèse qui, en somme, dépeint le gouvernement canadien comme un agent actif de la disparition des sociétés amérindiennes sur son territoire.

Comprise comme mesure exceptionnelle et temporaire, la conception et pratique de l'assistance sociale qui allait alors se développer dans un premier temps, opérée en collaboration avec la Baie d'Hudson, voulait rendre l'Amérindien apte à intégrer les circuits capitalistes. La pauvreté était conçue comme une faillite individuelle et morale, et c'est à ce niveau que la politique d'assistance souhaitait intervenir. À cet effet, la faim allait être un puissant moteur d'assimilation, de transformation des humains en corps dociles et des peuples en populations, qui dirigeait les Amérindiens vers les officines gouvernementales pour signer des traités, qui poussait les enfants et les adultes vers les usines-écoles, qui demandaient aux familles de se structurer selon le modèle mononucléaire euroaméricain, qui transformait les chasseurs en agriculteurs.

La seconde période de la conquête socio-culturelle est marquée par la naissance et le développement d'une science sociale. Cette dernière, présentant par rapport aux politiques brutales d'assimilation passées un visage humaniste, s'enquit, comme le remarque Shewell, de comprendre la nature de l'Amérindien, et particulièrement sa psychologie, de manière à interpréter correctement sa difficulté d'adaptation à la société dominante et d'y parer de manière plus efficace. Le moment fondateur de la recherche en sciences sociales portant sur les Amérindiens est une étude sur la nutrition des Indiens. C'est le début de la science sociale au service de l'État, c'est l'apparition de l'Amérindien-objet.

Ce que le travail de Shewell suggère est que l'intégration par la citoyenneté constitue bel et bien une nouvelle étape de la conquête des Amérindiens. Dans une première phase, affamés, les Amérindiens sont mis en tutelle d'abord de manière matérielle, par les mesures d'assistance, de capitalisation et de redressement social, et ensuite de manière symbolique, ils deviennent dans la deuxième phase l'objet d'un système de référence scientifique. Après la dépossession des moyens de la subsistance, la politique d'assistance sociale canadienne envers les Indiens procède à la dépossession du langage même qui permet de se lier au monde pour y vivre et y prospérer. C'est peut-être en partie cette dépossession qui explique la méfiance

caractérisée des Amérindiens envers les programmes de services sociaux du gouvernement du Canada, méfiance qui avait frappé Shewell et qui constitue l'interrogation authentique de son travail.

Une des faiblesses de la méthode de Shewell tient en ce que ce n'est que dans le chapitre 6 que la voix amérindienne se fait entendre. En effet, la parole archivistique amérindienne est inexistante avant la fin des années 1940, ce qui implique que l'histoire telle qu'interprétée par l'auteur est construite exclusivement à partir du point de vue gouvernemental pendant les années 1873–1943 (épisode Jules Sioui). Dans la mesure où l'auteur soutient que les Amérindiens sont objectivés dans leur relation avec les institutions gouvernementales, et dans la mesure où il s'agit d'analyser la « relation » entre les deux parties ainsi construites pour l'analyse, il me semble que l'absence de point de vue amérindien, tant au niveau des sources primaires que de l'approche, est problématique.

Par ailleurs, la définition que donne l'auteur du libéralisme est anecdotique et même problématique à certains égards. On gagnerait à voir distingués utilitarisme et pragmatisme, impérialisme, mercantilisme, libéralisme économique et libéralisme politique. Je pense que les cultures pré-colombiennes comportaient des éléments de mesure d'économie (ce qui peut exclure le principe d'accumulation qui appartient au capitalisme) et surtout des éléments de *self-reliance*.

Enfin, l'approche foucauldienne annoncée est peu développée. Il s'agit plutôt d'une position systématiquement défiante envers les actions du gouvernement, une vague analyse de l'impérialisme canadien. La matière est là pour une analyse foucauldienne, mais il n'est pas certain que l'auteur en fasse un usage pertinent (les cours au Collège de France sont d'une utilité particulière pour l'analyse de la transformation des peuples, sujets politiques, en populations, objets du pouvoir). Le mélange de Foucault avec la critique de l'impérialisme est par ailleurs mal indiqué.

Ces faiblesses mises en lumière, il reste à souligner la valeur du travail historique de Shewell, qui offre une analyse détaillée et inédite de l'activité gouvernementale dans la question amérindienne. Grâce à son systématisme et son exhaustivité, sa richesse en illustrations, anecdotes et analyses secondaires, cet ouvrage pourra servir de matériel d'analyse à de nouvelles études sur la question, notamment en histoire des idées politiques au Canada, et aussi en études postcoloniales.

Dalie Giroux  
Université d'Ottawa

ST-ONGE, Nicole — *Saint-Laurent, Manitoba: Evolving Métis Identities, 1850–1914*. Regina: Canadian Plains Research Centre – University of Regina, 2004. Pp. 137.

In recent years there has been a trend towards moving the field of Métis studies away from its scholarly preoccupation with nineteenth-century Red River politics and society, towards more inclusive and varied portraits of Métis culture, history, and economics. Nicole St-Onge's portrait of the small Métis community of Saint-Laurent